



INFO PARIS

Ile de France

Cher(e)s ami(e)s.



Notre association continue de se mobiliser autour des points saillants proposés par la « Revue stratégique de défense et de sécurité nationale ». Preuve en est la récente note de synthèse émise par l'Union-IHEDN sur le Service national universel (SNU), établie à partir des propositions des 36 associations - dont la nôtre-, adressée au premier ministre, à la secrétaire d'État

auprès de la ministre des Armées, aux plus hautes autorités civiles, militaires, politiques et administratives, ainsi qu'au général-directeur de l'IHEDN.

Nos comités d'étude s'attachent aux sujets résultant des données dominantes actuelles que sont l'instabilité et l'imprévisibilité: le maintien en puissance de la France grâce à un modèle d'armée complet et adapté, avec une ambition industrielle et technologique; l'étude des ruptures technologiques comme sources d'opportunités et de vulnérabilités nouvelles; l'ambition européenne autour de partenariats forts; la consolidation de notre autonomie stratégique et la démarche d'innovation constante.

À l'international, l'instabilité se confirme. L'indépendance énergétique avérée des États-Unis, grâce à l'exploitation des gaz de schiste sur son territoire, permet à Washington de développer des ambitions exportatrices pétrolières à des prix compétitifs - par exemple vers la Chine - qui limitent de facto les potentialités de la Russie, de l'Arabie Saoudite et de l'Iran. Ces évolutions peuvent expliquer l'intensification des alliances entre la Russie, la Turquie et l'Iran d'une part, et l'utilisation de l'atout kurde par les États-Unis avec une communauté éclatée et divisée d'autre part.

L'évolution de ces paradigmes, les enjeux cruciaux pour la stabilité du monde et la défense des intérêts français sont autant d'éléments propres à renforcer l'action de notre association pour permettre à ses membres et à ses partenaires de tenir à jour ses connaissances afin de mieux anticiper l'avenir et travailler sa capacité de résilience.

2018 se présente sous de bons auspices pour l'Association, grâce à notre forte mobilisation : conférences, séminaires d'élus, AGO du 7 avril 2018, réunions des comités d'étude, voyage d'étude en préparation... Autant d'événements que vous pouvez dès à présent suivre en direct avec notre nouvelle application disponible sur vos smartphones.

Très amicalement,

Édouard DETAILLE, président de l'Association des auditeurs IHEDN région Paris Île-de-France

L'ASSO EN ACTION

DÎNER DES VŒUX - 18 janvier 2018

Nous étions nombreux (150 auditeurs et responsables invités d'associations partenaires) pour fêter la nouvelle année en étant reçus par la Garde républicaine en son prestigieux quartier des « Célestins ».

Nous avons remonté le temps par une visite guidée des fameuses écuries de ce corps militaire et du musée, suivie par une aubade musicale de trompes et pour enchanter nos yeux, comme nos oreilles. Après l'apéritif, en début de dîner, le Général Striebig, commandant la Garde républicaine, malgré ses obligations, a eu l'extrême amabilité de nous la présenter. Nous y avons été très sensibles et lui exprimons ici notre profonde gratitude.



Édouard Detaille, président de l'Association, nous a ensuite présenté ses vœux personnels et rappelé les grands événements de l'année écoulée avec les perspectives de la nouvelle.

Cette très particulière et sympathique soirée s'est achevée sur un interlude musical autour de Mozart, offert par un quatuor de l'orchestre de la Garde, au grand plaisir de l'assemblée. Nous avons reçu un accueil exceptionnel, tant des autorités que des équipes de service, bénévoles, dont la mobilisation et la gentillesse ont rendu chaleureux et inoubliable cet événement. Qu'ils en soient très vivement remerciés.

Une belle soirée pour inaugurer cette année 2018 qui restera dans nos mémoires, avec l'espoir de revenir aux « Célestins » !

Isabelle Hugues-de Segonzac.

AGENDA 2017 - 2018

- 8 NOVEMBRE** Conférence « L'heure de la cyber-criminologie a sonné » par Xavier Raufer.
- 10 NOVEMBRE** Visite d'ITER à Cadarache (13).
- 22 NOVEMBRE** 30ème anniversaire des Trinômes académiques.
- 23 NOVEMBRE** Conférence « Deux millions de jeunes décrochés, une menace ? » par Pierre-Louis Santos et le général Eric de la Maison neuve (comité d'étude « Jeunesse »).
- 8 DÉCEMBRE** Forum national des études des auditeurs de l'Union IHEDN au lycée Diderot - Paris 19ème, organisé par l'association des auditeurs IHEDN région Paris Île-de-France.
- 12 DÉCEMBRE** Conférence « Déni du réel : l'étrange défaite qui se prépare en France » par Georges Bensoussan.
- 15 DÉCEMBRE** Parution du N° 72 de la Lettre de l'Association.
- 15 JANVIER/23 FÉVRIER** 211ème Session régionale IHEDN Paris/Brest : participation logistique de quatre cadres du Codir.
- 18 JANVIER** Dîner des vœux à la caserne de la Garde républicaine - Quartier des Célestins - Paris.
- 23 JANVIER** Conférence « Stabilité et sécurité régionales - Diplomatie française au sein de l'ASEAN » par Anne Cullerre.
- 6 FÉVRIER** Audition du Vice - amiral d'escadre Hervé de Bonnaventure par le comité d'étude élargi sur « la France puissance d'action puissance d'influence ».
- 15 FÉVRIER** Conférence de Laurent Bonnefoy sur le Yémen. Séminaire des élus avec le GMP (Gouverneur militaire de Paris) et l'IHEDN à l'hôtel de ville de Paris.
- 26 FÉVRIER /3 MARS** Séminaire jeunes : participation de deux membres du Comité directeur.
- 14 MARS** Conférence de la DGIS (Direction générale de la sécurité intérieure) sur la protection des données numériques dans le cadre des activités professionnelles (université de Marne la vallée) : Trinôme académique de Paris.
- 15 MARS** Conférence d'Arnaud Guillois, sous directeur au ministère des Affaires étrangères, sur l'influence des alliances de la France; (comité d'étude « la France, puissance d'action et puissance d'influence »).
- 29 MARS** Parution de la Lettre 73 de l'Association.

RÉSERVER LES DATES !

- 7 AVRIL** matin Assemblée générale ordinaire de l'Association, suivie d'un déjeuner-buffet.
- 12 AVRIL** Conférence de David Sourdivé : « Les perspectives des biotechnologies et sciences du vivant : quelles opportunités stratégiques pour la France ? ».
- 29 MAI** Conférence de Stéphane Rosenwald : « Les nouveaux ressorts de l'intelligence économique au sein des entreprises - un état des lieux ».
- 6 JUIN** Dîner de gala annuel de l'Association au cercle de l'Union interalliée.
- 9 JUIN** Visite mémorielle 14 -18 : le chemin de la victoire, de Château-Thierry à Rethondes.
- JUIN** Conférence du comité d'étude "jeunesse".
- JUIN** 2ème printemps des auditeurs à Amiens.
- OCTOBRE** Forum des études à Strasbourg.

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE – 7 avril 2018

Le printemps marque traditionnellement le temps de l'assemblée générale de notre association. Entre la période pascale et le début des vacances de printemps, le choix s'est restreint au samedi 7 avril.

Vous êtes donc vivement invités à y participer, à 9h30 à l'amphithéâtre Bourcet de l'École militaire, et à envoyer votre pouvoir, en cas d'absence.

Après le café d'accueil organisé par Isabelle, nous aborderons l'ordre du jour qui comprendra trois rapports (moral, d'activités et financier), les questions diverses et le renouvellement d'un tiers du Comité directeur : Sept sièges sont à pourvoir, par des auditeurs qui le sont depuis au moins un an à la date du vote et à jour de leur cotisation 2018.

Notre A.G. est un moment important d'échanges entre auditeurs, futurs auditeurs de la 211ème SR et membres associés, permettant d'évoquer nos actions, d'indiquer au comité directeur vos souhaits d'évolution, vos suggestions.

Elle s'achèvera par un cocktail-buffet (assis) à la "Ronde", offert à tous les participants qui se seront préalablement inscrits. Les accompagnants pourront nous y rejoindre vers midi moyennant participation (modique).

Nous vous attendons nombreux !

Pascal Roze

L'ASSOCIATION ET SES ADHÉRENTS

Le Bureau a pris la décision de vous consulter régulièrement par des sondages rapides sur les activités de l'association, en 2016, puis en 2017, ou sur des sujets ponctuels (assemblée générale de 2017; Forum des études de l'Union-IHEDN 2017). Ils sont pleins d'enseignements et permettent de progresser.

Ainsi, le dernier sondage envoyé en janvier 2018 sur nos activités 2017, nous a appris que vous êtes satisfaits à 78% du contenu et de la qualité des événements organisés, que 80% d'entre vous apprécient le site internet et que 43% sont prêts à participer à un comité d'études.

Quant au Forum des études qui s'est déroulé dans un lycée technique parisien, moderne et confortable, et qui a accueilli près de 200 participants (dont la députée de la circonscription et un représentant de la mairie de Paris), 52% d'entre vous l'ont trouvé bon, et 40% très bon (sur le fond, l'animation, le déjeuner et l'organisation). La soirée en péniche sur la Seine a été plébiscitée par tous... même si elle n'a rassemblé que 25% des participants au Forum.

Concernant le « portrait » de l'Association, elle compte 409 adhérents fin 2017, dont 53 associés, et comprend 26% de femmes. 42% sont parisiens, 15% viennent des Hauts de Seine, 8% vivent dans les Yvelines et le Val de Marne. L'Essonne, la Seine-Saint-Denis, la Seine-et-Marne, le Val d'Oise et l'étranger en représentent chacun 3%. Le reste de la France accueille 12% de nos adhérents. L'âge moyen est de soixante ans.

Mais si 13% des adhérents 2016 n'ont pas renouvelé leur adhésion en 2017, 22 membres ont fait un don à l'Association.

Thierry Colombier

RÉFLEXIONS ET ÉTUDES

COMITÉ « FRANCE, PUISSANCE D'ACTION ET PUISSANCE D'INFLUENCE »

L'Union IHEDN a proposé aux associations régionales de réfléchir en 2018 au thème de « la France, puissance d'action et puissance d'influence ». Ce thème a de multiples entrées, et le comité d'étude spécifique de l'AR16 a souhaité le traiter sous l'angle des « Alliances de la France. Comment les faire évoluer pour contribuer au rayonnement de notre pays ? ».

De militaires à l'origine, nos alliances se sont profondément transformées pour couvrir un champ plus large, tant géographique que fonctionnel. Elles sont devenues multilatérales et englobent désormais des domaines d'activité multiples qui concourent à assurer la place de notre pays dans le monde. De puissance d'action, telle qu'elle s'est manifestée dans son histoire, la France devient de plus en plus une puissance d'influence.

Le Comité, composé d'une dizaine de membres, a choisi diverses approches : la francophonie, nos alliances militaires, la lutte contre le changement climatique, les accords transatlantiques, la coopération judiciaire internationale... Il se réunira une dizaine de fois d'ici la remise de son rapport en juin 2018 et procédera à l'audition de plusieurs intervenants extérieurs. Parmi ceux-ci, l'amiral de Bonnaventure, du ministère des armées, a déjà traité des alliances militaires de la France (OTAN, PESD, accords bilatéraux); l'audition d'Arnaud Guillois, du ministère des Affaires étrangères, sur les alliances de la France, a eu lieu le 15 mars sous forme d'une conférence générale ouverte à tous.

Henri Deniaud

COMITÉ JEUNESSE: DE L'ESPRIT DE DÉFENSE À L'ESPRIT DE RÉSISTANCE

L'étude sur la jeunesse, confiée à notre comité par l'IHEDN, doit déboucher sur des actions correctives.

La jeunesse, c'est quelque 760 000 garçons et filles de 15 à 25 ans. À la journée « défense et citoyenneté », environ 8% des jeunes ont des difficultés à lire, écrire et compter. Quelques 100 000 élèves quittent, chaque année, le système scolaire sans diplômes, formant un stock de 2 millions de jeunes « décrochés ». Simultanément, une jeunesse privilégiée, venant de familles aisées, unies, cultivées, de classes moyennes ou supérieures, habitant de grandes villes, a toutes chances de réussir bonnes études et vie active.

À l'opposé, les défavorisés naissent dans des zones périphériques ou rurales sous équipées, dans des familles mal logées, éclatées, confrontées à plusieurs cultures dont elles connaissent mal les valeurs respectives. Cette jeunesse risque de vivre dans la précarité, car il est très difficile de sortir de sa condition, sauf rencontre avec des personnages exceptionnels ou parcours dans un contexte de croissance et de prospérité.

Fin 2017, le Comité a constaté que la plupart des initiatives égratignent la surface des choses, par manque de crédits et de sélection de candidats à potentiel, volontaires et motivés. Les autres ont toutes les chances d'être la proie de recruteurs du crime organisé, de l'économie souterraine, des prêcheurs de la radicalité islamique / salafiste et de créer une hybridation de la menace : la fusion des malfaiteurs politiques et du banditisme de droit commun qui finance le terrorisme avec l'argent du crime.

À cette hybridation de la menace, liée au refus de voir et au déni de réalité, doit correspondre une hybridation des réponses : interdisciplinarité, décloisonnement des bureaucraties, croisement des savoirs, volonté d'agir pour réunifier la France et reconquérir les territoires perdus de la République. La jeunesse privilégiée (ANAJ-IHEDN) et ceux qui l'entourent (prochain Service national universel), doivent transformer l'esprit de défense, en esprit de résistance.

En juin 2018, une conférence organisée par notre comité à l'École militaire permettra de découvrir les actions correctives qu'il propose.

Maryse Viseur

COMITÉ CYBER-STRATÉGIE: VISITE D'UN DATA CENTER – 11 janvier 2018

Le monde des « data centers » est discret, voire secret. Ils servent de structure d'accueil aux grands systèmes informatiques et leur fournissent toute la logistique nécessaire à leur fonctionnement.

Huit membres du comité ont été reçus par Bruno Brottier, Senior Account Executive, qui leur a présenté l'un des data centers Equinix, dont l'activité est de proposer une disponibilité de locaux et de services parfaitement équipés et adaptés aux exigences de l'hébergement et de la sécurisation professionnelle dans tous leurs aspects : accès, alimentation électrique, température, connections très haut débit, permanence et disponibilité 24h/7j (personnel de surveillance), redondances multiples.

Nous avons découvert un modèle du genre, impressionnés par cette perfection tous azimuts, mais sans savoir quels sont les clients occupant ces locaux, par exigence de discrétion légitime. Cette initiation au grand professionnalisme dans la cyber-sécurité nous a tous sensibilisés à des domaines applicables, à une échelle moindre, dans nos activités professionnelles respectives. Nous saurons le faire savoir dans nos cercles de contacts, tant professionnels que personnels.

Notre comité d'étude participe, désormais, à la commission cyber-stratégie mise en place en janvier 2018 par l'Union IHEDN et présidée par Julien Roitman.

Patrick Vabre

CONFÉRENCES

« DEUX MILLIONS DE JEUNES DÉCROCHÉS: UNE MENACE POUR LA France ? » - 23 novembre 2017, par Pierre-Louis Santos, fondateur de Cap Jeunesse et le général Éric de la Maisonneuve, fondateur de la « Société de Stratégie »

Créé en mars 2016, Cap Jeunesse a l'ambition d'accompagner les jeunes décrochés dans toute la France. Ce collectif non confessionnel, apolitique et indépendant, regroupe une bonne centaine d'adhérents dont 40 contributeurs actifs et 35 partenaires (associations, entreprises, municipalités, missions locales).



Son origine provient du constat que la France perd actuellement une partie de sa jeunesse : 100 000 jeunes par an décrochent de tout système. L'avenir de deux millions de jeunes de 18 à 25 ans est compromis. 50 % ne conservent pas plus de 6 mois leur emploi, car ils ne possèdent pas les codes de comportement en société et en entreprise.

Cap Jeunesse s'appuie sur un dispositif innovant et concret autour de 3 axes:

- Apporter aux jeunes une formation minimale débouchant sur un emploi ou une formation professionnelle qualifiante: le label « les Prérequis pour l'emploi ».
- Amplifier les actions menées par les associations locales, en favorisant la mutualisation des moyens et en dupliquant les modèles qui fonctionnent.
- Déclencher une prise de conscience nationale de la gravité du problème et de l'urgence à le traiter.

Les « Prérequis pour l'emploi » proposent un parcours de six semaines (une semaine de rupture et d'intégration, quatre semaines de cours et de stage en entreprise), qui permet aux jeunes d'acquérir les codes indispensables à leur intégration sociale, et à devenir des citoyens aptes à l'emploi. A la fin de la formation, les jeunes qui ont validé leur parcours reçoivent leur « Livret Jeune ». Cap Jeunesse organise ces stages grâce à un réseau d'organisations en contact avec les jeunes, d'entreprises et de centres de formation qualifiante.

Il mène des actions de sensibilisation via les médias, son site internet et les réseaux sociaux et organise des débats publics sur

des thématiques liées à l'insertion des jeunes décrochés : la valeur travail, le rôle social de l'entreprise dans l'intégration des jeunes...

Selon Cap Jeunesse, la France de demain est à construire : la jeunesse doit y trouver toute sa place. Le collectif ambitionne une forte croissance au service de l'insertion des jeunes sans diplômes. 5 stages ont été organisés en 2017 et seront reconduits en 2018, et de nouveaux stages seront mis en place. Le réseau de partenaires s'étend régulièrement. Les nouveaux membres qui rejoignent l'Association, à Paris et en région, vont permettre de multiplier les actions partout en France.

Pour connaître et rejoindre Cap Jeunesse :

www.capjeunesse.org

Pierre-Louis Santos

L'HEURE DE LA CYBER-CRIMINOLOGIE A SONNÉ - 8 novembre 2017, par Xavier Raufer, historien et docteur en géopolitique.

Cyber-sécurité: les sombres présages s'amassent sans que le concert des nations (G7 etc.) ne dépasse le stade des communiqués affligés ou inquiets.

- La Banque centrale du Bangladesh subit un "cyber-braquage" de 81 millions de dollars (coupable inconnu). -S-Toujours plus sophistiqués, les cyber-pirates ciblent les distributeurs de billets, les entreprises.
- En 2016, le Japon subit 128 milliards de cyber-attaques, 350 millions par jour, 14,6 millions par heure !
- En 2016, en France, 250 000 victimes de logiciels pirates, toujours plus destructifs et imprévisibles.
- En Grande-Bretagne, la fraude informatique fait plus de 6 millions de victimes : un britannique sur 10 affecté.

En 2017, la « pire attaque de l'histoire »: ordinateurs bloqués par millions, dont ceux d'administrations ou de sociétés mondiales. Plus de cent pays touchés. C'est le piratage planétaire du virus WannaCry, dangereux "bébé" (parmi d'autres) de la NSA, le service de renseignement américain, volé à son apprenti-sorcier de maître et utilisé parqui ? Nul expert en sécurité informatique, officiel ou privé, n'a prévu cette attaque d'ampleur mondiale. Pourquoi ?

La cyber-jungle est totalement dérégulée, une circulation automobile sans code de la route. Dans les motifs du drame, la culture d'ingénieurs des acteurs de la cyber-sécurité. Bons savants et techniciens, ils ignorent le monde du crime. Or, c'est bien de criminalité dont il s'agit, très grave, des experts alertant du fait que certaines entités cybercriminelles accèdent à la puissance d'États-nations.

Que faire alors? Voici les thèses fondatrices de la cyber-criminologie:

- dans l'ensemble "cyber-crime", le crime domine. Les cybercriminels n'ont rien inventé et reproduisent les variantes du crime physique.
- La cyber-criminalité ne baissera pas grâce à plus de high-tech, mais grâce à une volonté politique, une stratégie « blindage-et-canon », provoquant un désastre type guerre d'Irak.

• Il faut au cybermonde un vrai code de la route, conçu et ordonné par des nations puissantes, pour qu'il s'impose mondialement. Le code de la route vaut pour tout véhicule, luxueux ou modeste : de même, seul un cyber-code punira-t-il vraiment les prédateurs, financiers maraudeurs, géants du net, etc. qui, aujourd'hui, pillent ou exploitent les usagers.

Xavier Raufer

« DÉNI DU RÉEL: L'ÉTRANGE DÉFAITE QUI SE PRÉPARE EN FRANCE » - 12 décembre 2017, par Georges Bensoussan, historien

Comment en sommes-nous arrivés à parler du « développement d'une contre-société en opposition frontale avec le modèle culturel français » ? Que nous disent à ce sujet les données démographiques françaises récentes ? Où en est le processus d'intégration et d'assimilation à la nation ? Quels sont les facteurs culturels, voire anthropologiques, à côté du terreau économique et social, nous permettant de comprendre un état de désarroi que chacun s'accorde à reconnaître ? Comment marier l'analyse sociale et l'analyse culturelle, essentielle pour comprendre certaines émeutes (2005), anthropologie culturelle décriée, pour la délégitimer, par ceux qui veulent y voir un « racisme masqué » ?

Comment entendre qu'une partie des classes populaires vote pour le Front National dans des zones jadis acquises au parti communiste ? Comment comprendre le lien entre la question de l'immigration et celle de l'insécurité culturelle dans les classes populaires et les classes moyennes ? En quoi est-elle liée à un libéralisme économique qui réduit des hommes sans racines et interchangeable à leur seul rôle de producteur et de consommateur ?

L'analyse du malaise français doit embrasser ces approches multiples, en veillant à entendre le sentiment d'abandon des classes populaires (la « France périphérique »), et plus encore le mécanisme du déni formatant une vérité devenue doxa pour les classes cultivées. Et qui nourrit un terrorisme intellectuel rendant la censure obsolète tant le débat est verrouillé par la crainte du « dérapage » (par rapport à quelle norme ?).

Il s'agit de comprendre les raisons du sentiment grandissant d'étrangeté, au cœur de leur propre pays, éprouvé aujourd'hui par tant de citoyens.

La situation française n'a pas de fatalité, à la condition de nommer les maux (marchandisation des rapports humains et son enfant, la société du vide – consumérisme / productivisme / divertissement) par où s'engouffrent le radicalisme musulman, l'extrémisme politique, la croyance au complot, et d'assumer le pouvoir régalién. Nommer la matrice culturelle de l'Islam et déconstruire la notion d'islam politique. Nommer une immigration de peuplement moins intégrée qu'hier et la relier aux fractures françaises, dont celle de la « France périphérique ». Bref, toute solution passe par le courage politique, à commencer par celui de la langue, au risque sinon de rendre plus actuel encore ce mot de Bossuet (1662) : « Dieu se rit des hommes qui déplorent les effets des maux dont ils chérissent les causes ».

Georges Bensoussan

« LA FRANCE ET SES VOISINS DU PACIFIQUE: DES ENJEUX DE SÉCURITÉ PARTAGÉS, UNE PLACE À PRENDRE » – 23 janvier 2018, par la Vice amirale Anne Cullerre

Nation du Pacifique, avec 1 200 000 ultra-marins et une très importante ZEE (Zone économique exclusive) à protéger, la France serait économiquement concernée par une dégradation de la situation sécuritaire dans la zone « mer de Chine du Sud-détroit de Malacca ».

Son statut de membre permanent du Conseil de sécurité des Nations-Unies (comme les deux grands acteurs du Pacifique, USA et Chine) et ses partenariats stratégiques avec l'Australie, l'Inde, le Japon, Singapour, la Malaisie, l'Indonésie, le Vietnam, l'obligent à être présente dans les débats sécuritaires de la région (sécurité environnementale, terrorisme, immigration clandestine, trafics de drogue, pêche illicite, revendications territoriales et militarisation en mer de Chine, armes de destruction massive).

Elle y dispose de moyens d'action et de leviers d'influence lui permettant de préserver ses intérêts et d'endosser un rôle d'acteur de sécurité régionale, inattendu pour une nation du continent européen.

La France est reconnue pour son attachement historique à la défense du droit international. Si elle évite de prendre parti dans les revendications territoriales, elle se pose indiscutablement en défenseur du respect des règles de la Convention des Nations-Unies sur le droit de la mer, ce qu'elle affirme de manière réitérée et forte, aux forums du « Shangri La Dialogue » à Singapour, et par les patrouilles des navires de la Marine nationale, plusieurs fois par an.

Ses campagnes d'essais nucléaires en Polynésie française jusqu'en 1995, n'ont pas bénéficié à son image dans la région, mais nos voisins du Pacifique sont aujourd'hui plus intéressés par le processus politique instauré en Nouvelle Calédonie, reconnu comme exemplaire, ou la vente de sous-marins à l'Australie, pour 40 Milliards de dollars.

La France, une des rares nations à posséder un modèle militaire complet, seul pays européen à disposer de forces stationnées dans le Pacifique, connaît une crédibilité lui permettant d'être le premier pays non partenaire de dialogue de l'ASEAN (Association of South East Asian Nations), à postuler un poste d'observateur dans les groupes de travail de l'ADMM+ (ASEAN Defense Minister Meeting, regroupant les 10 nations de l'ASEAN et leurs 8 partenaires de dialogue).

Face à la Chine espérant une Europe dynamique, au Japon recherchant des soutiens dans un environnement instable, à une Australie attendant plus de coopération dans le Pacifique Sud, aux pays de l'ASEAN recherchant des contrepoids au regard d'un éventuel G2 USA / Chine ou d'une rivalité USA / Chine, la France peut représenter une autre voie, celle de la stabilité face à l'incertitude.

Anne Cullerre

« LE YÉMEN: DE L'ARABIE HEUREUSE À LA GUERRE » – 15 février 2018, par Laurent BONNEFOY, chercheur CNRS au CERI/Sciences Po (Centre de recherches internationales)

Qu'est devenue l'Arabie heureuse, fantasmée par les Romains dans l'antiquité et rêvée par les orientalistes? Depuis trois ans, la guerre ravage la société yéménite. Malgré l'urgence et les communiqués catastrophés des ONG et la responsabilité des bombardements saoudiens dans cette catastrophe, force est de reconnaître que ce conflit qui bouleverse la vie des 30 millions de Yéménites reste largement « caché » ou plutôt « ignoré ».



La complexité apparente de cette guerre constitue sans doute une première explication des difficultés à en parler et à la connaître par les médias. La guerre échappe à une logique manichéenne et, de plus, implique indirectement les puissances occidentales qui appuient le camp emmené par l'Arabie saoudite. L'offensive militaire « Tempête décisive », menée par une coalition de dix pays conduits par le royaume saoudien depuis le 26 mars 2015, a pour objectif affiché la restauration du pouvoir du président reconnu par la communauté internationale, Abderabbuh Mansour Hadi. Ce dernier a fait appel à son voisin saoudien après avoir été contraint à démissionner en janvier 2015, suite à la prise de contrôle de la capitale par les miliciens houthistes. Ceux-ci revendiquent la défense de l'authenticité yéménite, mais aussi d'une identité religieuse, le zaydisme, une branche particulière du chiisme.

Les questionnements sur le bien-fondé politique, les implications humanitaires et symboliques de l'offensive, s'expliquent par l'échec patent de la stratégie militaire portée par l'Arabie saoudite. En dehors de la libération d'Aden de l'emprise houthiste au cours de l'été 2015 (grâce à l'action conjointe de milices sudistes, de groupes salafistes et de l'armée émiratite), le front reste pour l'essentiel gelé et les objectifs affichés de la coalition encore inatteignables. L'arrêt des bombardements saoudiens ainsi que la fin du blocus imposé ne viendraient certes pas régler le conflit, mais constitueraient des décisions à même de relancer un processus politique, des négociations et d'alléger la souffrance des civils.

L'échec de l'opération « Tempête décisive » n'est pas surprenant. Les guerres asymétriques menées pour l'essentiel depuis les airs continuent, quel que soit le terrain, à être inefficaces. La coalition souffre ainsi d'avoir été mal définie et ses objectifs demeurent insuffisamment précis, largement élaborés dans le contexte de la prise de pouvoir progressive de Mohammed Ben Salman à Riyad depuis janvier 2015.

Laurent Bonnefoy

RAYONNEMENT

VISITE DU CHANTIER ITER (International Thermonuclear Experimental Reactor) - 10 novembre 2017

Sous la conduite efficiente de Bernard Bigot, Haut-commissaire à l'énergie atomique, 16 auditeurs de l'Association ont découvert cet époustoufflant projet sur 180 hectares à Saint-Paul-lez-Durance, où est implanté depuis 1960, un centre de recherche du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) qui a fourni le terrain.

Ce projet, l'un des plus ambitieux au monde dans le domaine de l'énergie, vise la construction du plus grand « tokamak » jamais conçu. Cette machine expérimentale doit exploiter l'énergie de la « fusion », réaction nucléaire qui alimente le Soleil et les étoiles, et pourrait être une source d'énergie quasiment inépuisable, sûre, non émettrice de CO₂ et productrice d'électricité.

ITER a pour objectif de maîtriser cette énergie : les résultats de son programme scientifique permettront les centrales de fusion électrogènes de demain.

Les membres (Chine, Corée, Inde, Japon, Russie, Union européenne, USA) de l'Accord ITER, conclu en 2006 après entente en 1985, à Genève, entre les USA et l'URSS, sur un projet de nucléaire pacifique et après ratifications parlementaires, partagent les coûts de la construction (45% par l'UE, 9,1% par chacun des autres, en nature – fournitures / bâtiments / pièces / systèmes), de l'exploitation, du démantèlement de l'installation, les résultats expérimentaux et la propriété intellectuelle générée par la phase d'exploitation. Deux accords de coopération technique ont été conclus avec l'Australie (2016) et le Kazakhstan (2017), outre 40 accords de coopération avec organisations internationales, laboratoires, universités et grandes écoles.



Ces membres représentent la moitié de la population mondiale, 85 % de la production de richesse mondiale, 40 langues. Actuellement, 800 collaborateurs dans les bureaux d'ITER et 2000 sur le chantier travaillent au projet, dont des étrangers venus avec leurs familles et bénéficiant d'écoles en 6 langues.

Nous avons ainsi eu beaucoup d'explications – complexes – sur les phénomènes physico-chimiques (plasma constitué de molécules en collision provoquant la fusion, cohabitation de températures de l'ordre du million de degrés avec des enceintes supraconductrices refroidies à -270°C, champs magnétiques maîtrisés, électrons), sur la structure du tokamak (enceinte à vide dans laquelle un plasma

sera créé et cage magnétique géante - constituée de bobines verticales de 3000 tonnes assemblées sur place - destinée à entretenir ce plasma), sur les systèmes d'ingénierie (ponts, salle de contrôle, bâtiment de diagnostic, planche antisismique, transformateurs etc...) contrôlés par une métrologie très fine. Une salle de projection en 3D précise les phases du projet dont nous avons visité les éléments en cours de construction sur le terrain.

Nous sommes revenus impressionnés par cette gigantesque réalisation (10 millions de pièces à fabriquer, livraisons par convois de 60 mètres de long, 10 mètres de hauteur sur 100 kilomètres), en vue du premier plasma vers 2025, d'une montée en puissance vers 2035 et pleine puissance, vers 2050. Avec la satisfaction de constater qu'elle résulte de la mise en commun des ressources scientifiques, industrielles, financières et humaines d'autant de puissances.

Yvonne Ferragu Guernigou et Marileine Toinet

30^{ème} ANNIVERSAIRE DES TRINÔMES ACADEMIQUES - 22 novembre 2017

Cette célébration s'est déroulée dans le cadre prestigieux du grand salon du musée de l'armée à l'Hôtel national des Invalides.

Après le chaleureux mot d'accueil du général de brigade Alexandre d'Andoque de Seriege, directeur du musée de l'armée, et un chant des élèves du collège Aliénor d'Aquitaine, de Bordeaux, Jean-Marc Huart, directeur général de l'enseignement scolaire, s'est félicité du dynamisme des Trinômes et les a assurés de tout son soutien.

Myriam Achari, directrice des patrimoines, de la mémoire et des archives, a ensuite insisté sur la nécessaire inscription dans la durée de la dynamique du lien « armée – jeunesse », avant que Mario Faure, président de l'Union-IHEDN, n'évoque le caractère stratégique du foisonnement des actions et de la richesse des projets portés par les Trinômes.



Geneviève Darrieusecq, secrétaire d'État auprès de la ministre des Armées, a souligné le caractère indispensable des Trinômes qui, désormais, intègrent les établissements dépendant du ministère de l'Agriculture et la mise à l'honneur, lors de cet anniversaire, de leurs acteurs qui suscitent engagement et promotion de l'esprit de défense.

La signature, par ces quatre personnalités, de la convention-cadre relative à l'action des Trinômes, a précédé la projection du film "30 ans des Trinômes académiques", réalisé par l'ECPAD (Établissement de communication et de production audiovisuelle de la Défense) qui démontre combien les actions des Trinômes contribuent à la création de liens en cassant des vieux préjugés envers enseignants ou militaires.

Des retours d'expériences sur l'enseignement de défense ont été présentés comme sources d'inspiration: cérémonie à la mémoire de Jean Moulin au Panthéon (Trinôme de Bordeaux); rallye citoyen regroupant des élèves du primaire, du secondaire et de classes préparatoires (Trinôme de Paris).

Un nouveau chant des élèves du collège Aliénor d'Aquitaine a précédé la communication des résultats de l'enquête nationale sur les Trinômes académiques: ressenti de leur reconnaissance en nette augmentation, vœu d'une plateforme commune d'échanges, formulation de nombreuses pistes d'amélioration. La matinée s'est achevée par une remise de prix.

Au cours de l'après-midi, le réseau des lieux de mémoire est apparu comme le partenaire privilégié des Trinômes, avant les interventions de grands témoins de l'enseignement de défense: Tristan Lecoq, inspecteur général de l'Éducation nationale, sur l'esprit de défense comme résultante d'un enseignement permettant à la jeunesse de se construire; Claudine Schmidt-Laine, rectrice de l'académie de Grenoble, sur la nécessaire implication des élèves et le retour souhaité vers leurs familles; le général de brigade Benoît ROYAL, ancien commandant de l'école d'artillerie de Draguignan, pour qui les Trinômes sont des acteurs de la transmission des valeurs de la République, de la légitimité et de l'attractivité de nos armées.

La journée s'est terminée par la conclusion du général Christophe de Saint Chamas, 45^{ème} gouverneur des Invalides, pour qui l'enjeu des Trinômes ne fait que grandir après la disparition de la conscription, et par une Marseillaise des élèves du collège Aliénor d'Aquitaine de Bordeaux saluée par tous.

Michel Gauvin

COMMUNAUTÉ IHEDN : SÉMINAIRE DES ÉLUS DU GRAND PARIS – 15 février 2018

Dans le cadre des «séminaires d'élus» réguliers, la coopération entre la mairie de Paris et l'association des auditeurs IHEDN région Paris Île-de-France a organisé à l'Hôtel de ville, avec le soutien du Gouverneur militaire de Paris et le haut patronage de l'IHEDN, une conférence-débat destinée aux élus du «Grand Paris», sur le thème «S'informer et pouvoir informer sur les questions sécuritaires et d'engagement de nos concitoyens», autour de 3 axes: la sécurité des lieux publics et de la population à Paris; l'engagement dans les réserves opérationnelles et citoyennes; les associations de l'IHEDN et le rôle des associations régionales d'auditeurs.



Édouard Detaille, Jean Paul Ameilhaus et Jean-Michel Mota ont représenté l'Association à cette manifestation, clôturée par une collation permettant de fructueux échanges.

Jean Michel Mota

QUELLES PROPOSITIONS POUR UN SERVICE NATIONAL UNIVERSEL ?

En novembre 2017, l'Union-IHEDN a sollicité son réseau d'associations pour des propositions relatives à un Service national universel (SNU) promis par le président de la République lors de sa campagne électorale.

Après appel à contributions au sein de l'Association, un comité ad-hoc (Gilles Boué SR 180, Jacques Baysselance SR 116, Édouard Detaille SR 180, Emmanuel Gouraud SR 180, Maryse Viseur SR 188) a dépouillé et synthétisé les 7 contributions reçues. En voici la synthèse.

La finalité du SNU a été définie autour des thèmes du renforcement de l'esprit civique, de l'esprit de défense, de la cohésion nationale et du respect des codes sociaux.

Le SNU devrait comprendre une période de rupture du cadre habituel d'au moins cinq jours et être articulé en ateliers collectifs ambitieux donnant au groupe le goût de l'effort, de la cohésion et la fierté de la réussite collective.

Quelques séances de formations ou d'information (défense, cyberdéfense, etc.) prépareraient la période de rupture dans des camps de tentes (environ un par département). L'encadrement serait assuré par environ 80 000 personnes, sous un statut unifié qui pourrait être celui des réservistes de la Garde nationale. Le cadre juridique serait celui du Code du Service national refondu, permettant des mesures, si besoin dérogatoires au droit commun. Le suivi du SNU serait sanctionné par un certificat à fort enjeu (nécessaire pour certains actes administratifs...).

Ce travail de comité spécial, réalisé sur une courte période (deux mois), a démontré la possibilité pour notre association, et pour l'Union-IHEDN, de contribuer utilement au débat public sur des sujets d'actualité.

L'UNION IHEDN a fait paraître sa synthèse, à partir des contributions des associations, en février.

Emmanuel Gouraud

LES BRÈVES DU CARNET

Nous avons appris avec une grande tristesse le décès, le 19 janvier, de Jean Pierre Guardiola, responsable du service reprographie de l'IHEDN. Pendant des années, il a assuré l'impression de tous nos documents, notamment la Lettre Info Paris Île de France et nous entretenions avec lui d'excellentes relations. L'Association a été représentée à ses obsèques le 30 janvier, tant physiquement que par un accompagnement floral. Nous ne l'oublierons pas.

Toutes nos pensées vont également à la famille de Marianne Maillard décédée brutalement le 4 mars. Elle était depuis longtemps la secrétaire de l'ambassadrice Ginette de Matha, directeur adjoint de l'IHEDN et responsable des activités internationales, qui est notre interlocutrice quant à l'opportunité des voyages d'études de l'Association.

Édouard Detaille a représenté l'Association, le 16 février, à l'allocution du premier ministre devant les sessions nationales de l'IHEDN et, le 19 décembre 2017, à la conférence «Adapter l'OTAN dans un monde imprévisible», de Jess Stoltenberg, Secrétaire général de l'OTAN, en présence du général Bernard de Courrèges d'Ustou, directeur de l'IHEDN, et d'Hélène Cazeaux-Charles, directrice de l'Institut des hautes études de la sécurité et de la justice (INHESJ).

La 211ème session régionale de l'IHEDN, Paris-Brest, du 15 janvier au 23 février, très dynamique, a été bien soutenue par sept membres du Codir qui ont promu l'Association auprès des nouveaux auditeurs. Qu'ils en soient remerciés.

J.D. Caron et J.M. Mota ont représenté l'Association au 105è «séminaire jeunes», du 26 février au 3 mars en participant à son animation quotidienne. Le prochain séminaire jeunes aura lieu du 2 au 7 juillet. Vous pouvez, vous aussi, participer à cette animation en vous manifestant auprès de J.D. Caron ou J.M. Mota.

Directeur de publication: Édouard DETAILLE.
Comité de rédaction: Anne de BAGNEAUXSAVATIER,
Édouard DETAILLE, Isabelle HUGUES de
SEGONZAC, Marileine TOINET.

**Association des auditeurs
IHEDN région Paris Ile-de-France**
École militaire 1, place Joffre
Case 41 Paris 75700 SP 07

secretariat@ihedn-paris.eu
www.ihedn-arparisidf.org
Maquettiste: LAZCO